

Mémemorandum Septembre 2006

Solidarité-Egalité-Fraternité

**Union des Elèves, Etudiants et Stagiaires
Centrafricains au Maroc.
-UESCAM-**

MEMORANDUM

ETAT DES LIEUX ET PROPOSITIONS

SOMMAIRE

Introduction

Titres de rapatriement

Bourse nationale

Aides sociales

Couverture sanitaire

Fait divers

Sélection des nouveaux boursiers

Conclusion

Ampliation

INTRODUCTION

Perçue comme un vecteur de croissance et de développement durable, l'éducation est au centre des préoccupations de plusieurs pays. Elle véhicule des connaissances et compétences autour desquelles s'articule l'avenir d'une nation toute entière.

Prenant conscience de l'importance et de l'urgence de promouvoir une éducation de qualité à la jeunesse centrafricaine, levier de développement et porteur d'espoir, le gouvernement centrafricain fait partir des étudiants au Maroc, dans le cadre de la coopération, pour suivre des formations susceptibles d'aider à l'émancipation de notre cher et beaux pays la République Centrafricaine.

Cependant, les étudiants Centrafricains au Maroc connaissent depuis des années d'énormes difficultés nuisant au bon fonctionnement de leurs études et compromettant même les résultats attendus de cette coopération culturelle avec le Maroc.

Eu égard à ce qui précède, le comité exécutif de l'**UESCAM** a jugé mieux de faire connaître par le biais de ce présent document, toutes les difficultés que vivent ses adhérents au Maroc.

Lu et approuvé par toute la communauté étudiante centrafricaine au Maroc, ce mémorandum est l'expression des réalités que traversent les étudiants Centrafricains en terre marocaine.

On lira dans les pages qui suivent l'essentiel du message que la jeunesse estudiantine centrafricaine au Maroc porte aux autorités centrafricaines et à l'opinion publique, avec son lot de revendications et de propositions.

A TITRES DE RAPATRIEMENT.

ETATS DES LIEUX

A l'heure où les besoins de la République Centrafricaine sont particulièrement criants en matière de main-d'œuvre bien formée, on compte chaque année plus d'une vingtaine de diplômés Centrafricains qui sortent des établissements de formation publics marocains. Parmi ces diplômés on trouve des ingénieurs, des économistes, des gestionnaires, des infirmiers polyvalents, des techniciens... Mais faute de titres de rapatriement ces derniers ne peuvent rentrer au pays pour participer au processus de développement de la RCA. Certains de ces jeunes diplômés sont assimilés de nos jours aux clandestins, d'autres ont pu quitter le Maroc pour chercher ailleurs un avenir meilleur, ce qui constitue une véritable perte en potentialité humaine pour notre pays. A quoi bon de supporter les coûts de formation d'un citoyen depuis l'école primaire jusqu'à l'université et le laisser au service d'un pays étranger ?

NOS PROPOSITIONS

- ▶ Que dorénavant chaque bénéficiaire de bourse marocaine quitte Bangui avec son billet d'avion Aller/retour.
- ▶ Négocier avec le gouvernement marocain la possibilité de rapatrier chaque année, dans le cadre de la coopération, les étudiants Centrafricains ayant fini leurs études au Maroc.
- ▶ Négocier des places au sein des cités universitaires marocaines pour loger temporairement les étudiants finalistes en attendant l'arrivée de leurs billets.

B LA BOURSE NATIONALE.

✚ ETAT DES LIEUX.

La bourse reste le principal revenu permettant à l'étudiant de vivre. Or, les arriérées de bourse des étudiants Centrafricains au Maroc varient entre un et trois ans.

De plus, la bourse octroyée par le gouvernement se révèle insuffisante pour répondre aux situations de précarité rencontrées par les étudiants et faire face à un contexte caractérisé par une constante augmentation du coût de la vie (hausse des loyers, prix du ticket de bus...).

Par ailleurs, nous constatons chaque fois certaines discriminations quand le gouvernement décide de payer la bourse. En effet, depuis des années, c'est une même minorité d'étudiants qui perçoivent la bourse au détriment de la grande majorité. Nous constatons aussi des inégalités concernant le montant de la bourse octroyée ; certains étudiants perçoivent 41 000 FCFA, d'autres 60 000, 62 500 ou encore 65 000 FCFA, alors qu'ils sont tous inscrits dans un même cycle et dans des établissements publics.

D'autre part, par la lettre de virement de la BEAC DU 31/3/2005, deux trimestres de bourses d'étudiants Centrafricains au Maroc, figurant sur l'arrêté n°008 (OP N°3943) ont été transférés mais jusqu'à nos jours, les intéressés n'ont pas touché cette bourse. Selon l'ambassade centrafricaine à Rabat, le virement de cette bourse n'a pas été effectué comme convenu.

 **NOS PROPOSITIONS.**

- ▶ Le paiement régulier et non discriminatoire de la bourse.

- ▶ Dans un contexte de hausse généralisé du coût de la vie, le montant de la bourse doit être revu à la hausse.

- ▶ Que la lumière soit faite sur la bourse des étudiants qui était décaissée par le Trésor public mais qui n'est jamais parvenue aux intéressés (arrêté 008 OP 3943).

AIDES SOCIALES

 **ETAT DES LIEUX.**

Aucun étudiant Centrafricain au Maroc ne bénéficie d'aides sociales, malgré la diversité et la multiplication des situations de détresse sociale. De plus, en cas d'échec, l'étudiant voit sa bourse supprimée automatiquement, sans pour autant que le gouvernement cherche à savoir, au préalable, les circonstances (maladie, retard...) dans lesquelles est survenu cet échec.

De plus, les étudiants en fin de cycle éprouvent beaucoup de difficulté pour mener à bien leurs travaux de recherche, par manque de moyen financier. Devant les multiples difficultés certains ont carrément interrompu les recherches.

Sur le plan sanitaire, on sait que la santé est une condition primordiale pour les études. Cependant, les étudiants sont dans une insécurité sanitaire grandissante.

Faute de moyen, ils ne font que reporter leurs soins avec toutes les conséquences tragiques qui peuvent en découler. En outre, les étudiants éprouvent des difficultés d'ordre psychologique (anxiété, fatigue, insomnie, tentative de suicide etc.)

NOS PROPOSITIONS

► La création d'une caisse de solidarité universitaire (CSU) qui permettrait d'apporter une aide aux étudiants qui sont dans des situations particulières. La CSU peut être alimentée par des prélèvements exceptionnels, des dons etc. Ces fonds serviront entre autres à :

- Accorder des allocations de recherches aux étudiants qui effectuent des recherches dans le cadre de la réalisation de leur mémoire de fin d'études ou de thèse.
- Souscrire une assurance maladie à tous les étudiants.

Pour ce faire, les dossiers des nécessiteux seraient examinés par une commission rattachée à chaque ambassade où siègeraient les responsables de service social et les représentants d'étudiants.

► En fin, il serait mieux de repenser le principe de la suppression de bourse dès le premier échec.

SPORT ET CULTURE

ETAT DES LIEUX.

Faire connaître la République Centrafricaine au reste du monde est le sentiment qui nous anime, au delà des difficultés auxquelles nous faisons face chaque jour. Cet impératif s'inscrit dans l'esprit patriotique et constitue le sens profond des actions de notre association au Maroc. Cependant, la rareté des moyens financiers et matériels nous empêche d'assurer pleinement la représentativité centrafricaine dans les activités sportives et culturelles.

NOS PROPOSITIONS

- ▶ Mettre à la disposition de notre association les objets d'art et tenues traditionnelles.

- ▶ Soutenir financièrement notre association pour lui permettre de mieux promouvoir la culture centrafricaine au Maroc.

LES FAITS DIVERS.

✚ ETAT DES LIEUX.

Nous abordons dans cette partie deux points qui nous paraissent importants à savoir : la sélection des nouveaux boursiers de coopération.

1- LA SELECTION DES NOUVEAUX BOURSIERS.

Nous nous permettons d'aborder ce point car la crédibilité de l'enseignement et l'image et de notre pays peuvent en être altérées.

Chaque année, la République Centrafricaine, à l'instar de plusieurs pays Africains, envoie les dossiers des étudiants à l'Agence Marocaine de Coopération Internationale (AMCI) en vue de solliciter des inscriptions avec bourse dans les établissements publics marocains.

Cependant, la qualité très médiocre de certains dossiers centrafricains présentés à la commission de sélection ne fait office d'aucun sérieux ; ce qui fait que nos étudiants ne peuvent avoir accès à certaines formations réputées (école d'ingénieur, grande école de gestion, commerce etc.). Le plus souvent, la délégation centrafricaine qui siège à la commission de sélection est humiliée car souvent à travers l'ambassade, des faux diplômes et des pièces peu catholiques s'incrument dans le lot des dossiers.

« *C'est scandaleux ce que fait votre pays* » ! Cette petite phrase lâchée un jour par un responsable de l'Agence Marocaine de Coopération Internationale à propos des

dossiers illustre parfaitement ce que nous venons de souligner. Ce fait déshonore la république centrafricaine et affaiblit toute personne qui est censée défendre la cause d'un étudiant centrafricain au niveau de l'Agence de coopération.

NOS PROPOSITIONS

- ▶ Plus de rigueur et de sérieux dans la sélection des dossiers de bourse marocaine.

- ▶ Créer un service d'orientation à la direction des bourses et stages à Bangui afin de mieux canaliser le choix des étudiants en fonction de leurs formations.

- ▶ Donner l'opportunité aux jeunes ayant obtenu leur baccalauréat dans les établissements de province de bénéficier de cette bourse étant donné qu'on y trouve d'excellents élèves.

CONCLUSION

L'amélioration des conditions de vie des étudiants Centrafricains et la promotion d'une bonne image de marque de notre pays sont des points qui ont retenus notre attention dans la rédaction de ce document. L'objectif est également de faire connaître à nos autorités et à l'opinion publique centrafricaine les difficultés que nous vivons au Maroc en vue d'en trouver des solutions durables.

Nous espérons que nos propositions et revendications retiendront l'attention de nos autorités et que des mesures concrètes seront prises pour enrayer certaines distorsions et permettre à notre pays de profiter pleinement de cette coopération culturelle avec ce pays frère et ami qui est le Maroc.

Le Secrétaire Général.

Cyrille BERKOULA

AMPLIATION

- Primature
- Ministère de l'éducation nationale de l'alphabétisation de l'enseignement Supérieur, et de la Recherche.
- Ministère des finances
- Ministère de la Jeunesse Sport, Arts et Culture.
- Direction Générale des bourses de la Formation et des Analyses Sociales.
- Presse
- Ambassade de la République Centrafricaine à Rabat.